Section académique de Rouen.

Contribution signée par les élu.e.s UA de la CAA de Rouen.

Quelle organisation de l'établissement pour faire vivre l'autonomie des équipes ?

La mise en place des pratiques néo-managériales détruit peu à peu les solidarités professionnelles dans les établissements. L'autonomie de l'EPLE est trop souvent dévoyée en une autonomie de décision du chef d'établissement, renvoyant aux oubliettes le fonctionnement démocratique des CA et la liberté pédagogique des enseignants.

Les derniers congrès font ces constats et rappellent l'attachement du SNES-FSU aux prérogatives du CA et à la liberté pédagogique de chacun.

Nous ne pouvons pas en rester à la situation actuelle et il nous semble nécessaire d'aller plus loin et de proposer un nouveau fonctionnement plus démocratique de l'établissement, en mettant en avant des propositions alternatives concrètes pour permettre le débat.

Les mandats de congrès sont nombreux à proposer des pistes immédiates retirant aux CE une partie de leur pouvoir d'intervention dans la politique pédagogique de l'établissement. Ainsi, à Grenoble, ont été rappelés les éléments suivants :

- la lettre de mission du CE doit être rendue publique.
- les équilibres initiaux entre le CE, le CA et les personnels d'enseignement et d'éducation doivent être rétablis.
- l'appropriation et le contrôle du travail d'enseignement par des hiérarchies intermédiaires doivent être combattus.
- le Conseil Pédagogique tel qu'il existe doit disparaître.

Mais d'autres questions sont restées en suspens.

En premier lieu, les missions, le recrutement et la nomination du chef d'établissement sont à revoir. Il doit perdre les pouvoirs prépondérants et ne plus pouvoir intervenir dans les décisions pédagogiques de l'établissement. Cela permettrait de redonner de l'autonomie aux équipes pédagogiques.

Ainsi, nous réclamons que le chef d'établissement en tant que représentant de l'Etat :

- n'ait plus à veiller au bon déroulement des enseignements et du contrôle des connaissances des élèves. Les corps d'inspection, extérieurs à l'établissement, sont aptes à le faire.
- n'ait plus de poids hiérarchique sur les agents en lien avec le déroulement de carrière.
- n'ait plus de relation hiérarchique avec les échelons supérieurs (DSDEN et Rectorat) en terme de résultats et d'indicateurs de réussite.

De plus, le chef d'établissement en tant qu'organe exécutif de l'établissement :

- ne doit plus avoir autorité sur les personnels n'ayant pas le statut de fonctionnaire, conformément à nos mandats d'un statut pérenne pour tous les personnels intervenant dans l'établissement.
- ne doit plus présider les différentes instances de l'EPL, y compris le CA.
- ne doit plus pouvoir prendre de décision contraire à l'avis du CA en ce qui concerne l'arrêt de l'emploi des dotations en heure. En cas de désaccord, l'arbitrage doit être renvoyé aux échelons supérieurs.
- ne doit plus désigner les membres du Conseil pédagogique.

Dans un second temps, à partir de ces constats, nous proposons une nouvelle organisation de la direction des EPLE, basée sur une direction bicéphale exercée d'une part, par un personnel administratif, responsable du cadre légal de fonctionnement de l'établissement, représentant de l'Etat, garant de la sécurité notamment, et d'autre part, par un personnel élu au sein des personnels de l'établissement, en charge de la coordination pédagogique de l'établissement, pour un mandat dont la durée est à déterminer.

Chacun des deux auraient en charge de mener et d'organiser la concertation et le débat au sein de l'équipe des personnels de l'EPL, de mettre en application les décisions prises collectivement et des relations avec les parents. Un personnel administratif gestionnaire serait affecté auprès de ce binôme de direction.

Le CA de l'EPL verrait ses prérogatives délivrées des tentatives managériales du CE et serait le lieu des prises de décisions démocratiques par l'ensemble des acteurs de l'EPL. Le binôme de direction et le gestionnaire n'auraient pas droit de vote. Les affaires courantes pourraient être réglées par une émanation du CA (conseil restreint de coordination par exemple).

Pour les décisions qui ont une incidence sur l'ensemble de l'établissement et sur sa politique éducative (DHG, projet pédagogique, voyages et sorties, budget...), une assemblée plénière des personnels serait réunie pour émettre un avis soumis au vote du CA.

Dans ce nouveau mode de fonctionnement de l'EPL plus démocratique et respectueux des personnels et des missions de service public, il est évident que le cadre national fixé par l'Etat (horaires et programmes d'enseignement, statuts et ORS des personnels) devra être renforcé afin d'éviter la mise en concurrence des établissements entre eux. De plus, la question du temps de service et de concertation reste posée. Notre mandat de 15h + 3 peut s'insérer dans cette proposition.

Enfin, dans ce cadre rénové de fonctionnement de l'EPL, seraient supprimés le conseil pédagogique, les conseils de cycle et le conseil école-collège.

Les élu.e.s UA de la CAA de Rouen.